

Mesdames et Messieurs les Administrateurs,

Chaque année, je dénonce le budget de l'Institut car il est toujours en deçà des exigences de recherche de ce service public qu'est l'INRA dans le domaine agronomique. Le budget 2011 ne faillit malheureusement pas à la tradition, pire, pour la première fois, ce budget baisse.

La complexité des documents qui nous sont soumis, ne masque pas la réalité. Nos propres informations obtenues il y a plus d'un mois annonçaient une « hausse » de 1,11% par rapport à 2010 soit donc, compte tenu des transferts de charges et de l'inflation, une diminution par rapport à 2010. Sans compter que ces transferts de charges participent directement de la mise en place d'une caisse de retraite des fonctionnaires avancée par la loi Sarkozy-Woerth que les personnels de l'INRA avec l'ensemble de la population ont largement combattue.

A la date de ce Conseil d'Administration, replaçons ce budget dans le contexte de la politique du gouvernement.

Il demande aux salariés du privé et du public, de payer deux fois les conséquences de la crise financière ; nous allons la payer avec la réforme inique des retraites et nous allons contribuer aux nouveaux profits des banques et des entreprises du CAC40 ; la diminution des budgets alloués aux services publics et du budget de notre Institut illustrent facilement mon propos.

La mémoire historique est utile au syndicaliste. Il fut une époque, pas si éloignée, où les gouvernements demandaient aux économistes d'être au service de la politique. Nous vivons désormais des temps où la politique est mise au service de l'économie « globalisée » et plus exactement au service de quelques-uns.

Revenons en au budget 2011.

La Direction Générale, dans un long préambule, rappelle les missions de l'INRA et les enjeux de l'avenir. Après les alliances et autre consortiums voici le temps des « EX », IDEX, LABEX, EQUIPEX, et comme l'ont écrit deux de nos collègues du CNRS dans un article intitulé « *L'Excellence ce faux ami de la science* », dans le journal Libération « *L'excellence est le plan social de la science* ». Au-delà des mots, la même exigence libérale de rentabilité pour les actionnaires dans le privé et pour le public : diminuer les dépenses et affaiblir les services publics.

Les documents du Conseil d'Administration indiquent que la subvention d'État ne progresse que de 0,2% en euros courants, soit une baisse du financement de l'Institut. La Direction Générale prévoit une augmentation des ressources propres de l'Institut, nos scientifiques deviennent de plus en plus les VRP de la recherche. Cette part augmente de 2 points par rapport à 2010. Les ressources propres représentent désormais 22% des prévisions budgétaires tout en demeurant fortement aléatoires car elles dépendent des produits des contrats. Le budget global s'établit donc à 836 M d'euros. Je note que le transfert des pensions du budget de l'État vers celui de l'INRA augmente artificiellement le budget de l'Institut et lui impose une charge supplémentaire de 7,99 M d'euros. Pour moi, ce transfert est une des prémices de la création d'une caisse de retraite des fonctionnaires, permettant au gouvernement de moduler les pensions.

Plus grave encore, compte tenu des ressources propres affectées, le budget utilisable par l'Institut pour financer la masse salariale s'élève à 649,5 M d'euros or les charges incompressibles de la masse salariale s'élèvent à 662,7 M d'euros soit un déficit de 13,2 M d'euros. Pour la première fois dans l'histoire de l'INRA le gouvernement décide ne pas financer l'intégralité des salaires des salariés de notre Institut.

Abordons la politique de l'emploi

Maîtrise de la dépense, la leçon est bien apprise, on dirait du Sarkozy-Fillon dans le texte. La Direction Générale décide de la diminution de 40 ETPT et diminution de 41 recrutements par rapport à 2010 : 5 CR et 36 IT sacrifiés au nom de la RGPP. La ligne « Emploi non permanent » diminue de 4,7%, je pourrais m'en réjouir si cette baisse était compensée par des créations de postes statutaires à due concurrence. Mais non, cette réduction vise directement l'emploi des jeunes et donc l'avenir de l'Institut.

Cette mesure étant insuffisante, la Direction Générale propose de diminuer de 2,7% le soutien de base aux unités. Je vous rappelle qu'il sert à payer les dépenses courantes des unités, il ne participe plus aux opérations de recherche depuis plusieurs années. La CGT revendique au contraire la primauté du soutien de base sur les contrats car seule la dotation globale peut assurer la pérennité des opérations de recherche sans contraindre nos collègues scientifiques à perdre leur temps à rechercher des financements précaires et aléatoires.

Cette mesure étant encore insuffisante, la Direction Générale propose d'économiser 10 M d'euros sur le fonctionnement et les investissements et notamment sur les fonctions d'appui. Cette mesure va obligatoirement avoir des répercussions sur les conditions de travail de nos collègues administratifs des SDAR mais aussi sur le contenu même de leur travail. Cette mesure va obligatoirement avoir des répercussions sur les conditions de travail des collègues administratifs des unités de recherche à qui seront transférées certaines activités relevant pour l'instant des SDAR. La CGT-INRA vient de prendre connaissance de la lettre du Premier Ministre du 22 octobre 2010 lançant un audit sur les fonctions support des EPST, à commencer par l'INRA pour lequel un rapport était exigé pour novembre 2010. Le but ouvertement affiché est de renforcer externalisation et mutualisation de ces fonctions support et de réaliser des "économies" sur leur fonctionnement. La déclinaison du budget 2011 que vous proposez pour l'Institut apparaît ainsi une réponse directe à cette demande d'accentuation de la RGPP dont les ravages sont déjà visibles dans toute la Fonction Publique. Nous dénonçons cet audit clandestin, dont nous n'avons jamais été jamais informés par la Direction, et demandons communication du rapport d'audit INRA.

Ces réductions renforceront l'externalisation de tâches et d'activités des services d'appui, la saisie des factures et des états de frais de déplacement est d'ores et déjà envisagée dans certains centres, ainsi que le pré-traitement des salaires des non-titulaires.

La Direction Générale prévoit de réduire les investissements des « équipements d'excellence » des 2/3, de 3 d'euros à 1 M d'euros. Cette mesure va handicaper grandement l'INRA.

La réforme de la catégorie B va se répercuter sur la masse salariale de l'INRA ; la note indique que vous n'avez pas prévu de financement complémentaire, cela signifie t'il que la Direction Générale ne croit plus aux engagements de nos tutelles ministérielles de la mise en œuvre de la réforme en 2011 !

Tous les secteurs de l'INRA, sauf de rares exceptions, sont affectés par ce très mauvais budget : la ligne « Équipements scientifiques lourds » diminue de 70% par rapport à 2010, celle de l'entretien et à la réhabilitation des infrastructures de 43%.

D'autres choix, même à la marge, sont possibles comme ne pas distribuer la Prime d'Excellence Scientifique : les représentants du gouvernement dans ce CA n'ignorent sans doute pas l'échec de cette politique de la carotte pour quelques-uns.

De même, faut-il maintenir les trois premiers méta-programmes sans financements spécifiques ? Lors d'un précédent CA, j'avais dénoncé cette absence de financements.

Lors du Comité Technique Paritaire du 2 décembre, la délégation CGT-INRA a interpellé la Direction Générale sur sa frénésie d'alliances. Est-il vraiment indispensable pour l'INRA d'y rester ; l'animation de ces structures consomme énormément de temps et leur fonctionnement grève le budget.

Vous comptez ouvrir quatorze chaires d'excellence en totale contradiction avec la communauté universitaire, je ne parle pas évidemment de la Conférence des Présidents d'Universités mais de la quasi majorité des enseignants chercheurs. La CGT demande que ces chaires soient transformées en postes de chercheurs titulaires.

La CGT condamne avec la plus extrême vigueur votre volonté de créer un « contrat jeune scientifique » et d'inscrire dans le marbre de la précarité le stage post-doctoral obligatoire sans garantie de recrutement.

Vous revendiquez pour notre Institut le rôle d'acteur majeur à l'international notamment à travers le consortium Agreenium. J'ai toujours considéré que la qualité des travaux de mes collègues constitue le socle sur lequel s'appuie la présence de l'INRA à l'international. Les 147 K d'euros, destinés à financer ce secteur, sont prélevés sur le budget des unités et des équipes de recherche.

Un seul motif de satisfaction : même si toutes les demandes, formulées par les Adassiens ne seront pas couvertes par la subvention, le budget de l'association est épargné par l'austérité budgétaire...

Ce projet de budget est l'application de la politique gouvernementale de baisse des effectifs dans la fonction publique et de diminution de la qualité et de l'efficacité des services publics.

Les agents de l'INRA, comme tous les salariés de notre pays, doivent considérer les salaires indécentes des grands patrons, grands par leurs rémunérations, les stocks-options, les profits insolents des banques, le bouclier fiscal, la disparition programmée de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune, alors qu'il manque 13,2 M d'euros à l'INRA pour payer les salaires et alors que Madame Bettencourt a reçu 30 M d'euros au titre de la loi TEPA.

Les agents de l'INRA, comme tous les salariés de notre pays, doivent « encaisser » le pouvoir d'achat rogné, les prestations sociales réduites, les médicaments de moins en moins remboursés, les pensions et retraites diminuées, la précarité de l'emploi accrue pour des centaines de milliers de nos compatriotes, la pauvreté croissante.

La liste est hélas longue et non exhaustive. Qui peut croire que la cinquième puissance mondiale n'a plus de moyens financiers ? A qui veut-on faire croire que cette politique au service des plus riches serait la seule réponse possible.

Mesdames et Messieurs les administrateurs, non représentants des tutelles ministérielles, je vous invite à prendre vos responsabilités. Montrez par votre vote que vous ne souhaitez pas participer au saccage de la recherche agronomique publique.